

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 54

Le coup d'État financier de l'Union européenne est en échec La victoire du **NON grec renforce notre combat contre l'austérité**

1 L'Union européenne a voulu faire un exemple. Elle a mené une campagne d'une rare violence, à forte connotation raciste, contre le peuple grec. L'Europe de Merkel voulait abattre le gouvernement grec, élu pour mener une politique alternative à l'austérité. Merkel, Sarkozy, Juncker et les banquiers tenaient absolument à montrer que face à leur politique il n'y avait pas d'alternative, que toute résistance était vaine. **C'est raté.**

2 La Banque centrale européenne, le FMI et les banques de tous les pays européens imposent aux peuples, à la place de la satisfaction de leurs besoins, le remboursement d'une dette issue de la spéculation financière. Ce à quoi se soumet le gouvernement Hollande. C'est le système financier qui fait de l'Union européenne un pilote automatique de l'austérité, par dessus la souveraineté du suffrage universel.

Voilà pourquoi les banquiers ont hurlé contre le référendum grec : leur politique ne souffre aucune contestation, aucun débat. La Finance a joué sa puissance contre la souveraineté populaire. **Son échec ouvre en grand une crise majeure de légitimité de l'Union européenne, coalisée contre le suffrage universel.**

3 Le NON signifie que la liquidation des retraites, le rabotage des salaires, l'impôt qui respecte par principe les riches armateurs, le lobby militaire et la toute puissance de l'église grecque, est rejeté par le peuple grec. **La Filpac Cgt choisit le même camp que celui du peuple contre la finance, comme en 2005 lors du référendum sur le « traité européen ».**

4 Il allait de soi pour les médias français, détenus par les groupes industriels et financiers, que la seule question est financière. Ils ont relayé l'exigence des actionnaires et des banquiers : imposer comme droit européen unique le droit de spéculer contre la dette grecque, en imposant à ce pays - comme au nôtre - les emprunts au système bancaire privé. Les médias ont donc conduit une très vigoureuse campagne pour le OUI. **Bolloré, Dassault, Niel, Crédit Mutuel, Crédit agricole, votre camp est battu. Ce faisant vous avez dévoilé avec éclat que l'information libre et indépendante est une Bastille à conquérir en France.**

5 **Construire un syndicalisme de solidarité.** Les congrès qui vont se tenir, celui de la Confédération européenne des syndicats en particulier, doivent fournir l'occasion de sortir le syndicalisme d'une logique de lobby social attaché aux institutions européennes. **La leçon grecque, c'est que la voie du rebond syndical européen passe par un choix clair, sans appel : l'action syndicale doit prendre en compte exclusivement le besoin des peuples, pour les rassembler contre la mise en concurrence de tous avec tous.**

6 Le référendum grec met au centre des débats la question de la dette, qui représente en France près de 100% du produit intérieur brut. Au syndicalisme Cgt de reprendre le flambeau : la dette française comme la dette grecque, qui justifie l'austérité, est insoutenable, et ne peut pas être payée. Elle est comme en Grèce illégitime. Ce débat, satisfaction des besoins du peuple ou service de la dette détenue et manipulée par les banquiers, se place désormais au cœur des échanges préparant le congrès des syndicats de la Cgt.